

Je vous demande: qu'arrivera-t-il maintenant? Comment empêcherons-nous la polarisation du monde en deux factions? Que pouvons-nous faire pour être sûrs qu'une partie de l'argent aujourd'hui dépensé pour la défense est consacrée à nourrir ceux qui ont faim dans le monde? Nous devrions travailler à la création d'une communauté mondiale viable. J'aimerais nous voir nous retirer des accords militaires régionaux tels l'OTAN et le NORAD. Ce faisant, le Canada pourrait devenir chef des moyennes puissances. Qui sait? Ce geste encouragerait peut-être les nations membres du pacte de Varsovie et de l'OTASE à réduire leurs effectifs militaires. Nous pourrions faire en sorte de favoriser la compréhension et les échanges dans le monde. Nous pourrions peut-être ainsi orienter tous les peuples de la terre vers une vie meilleure. C'est dans ce sens qu'il faut nous diriger si nous voulons être assurés d'un avenir, nous et nos enfants.

En terminant, monsieur l'Orateur, je me permets de prier le premier ministre de songer à quelques-unes de ces questions, lors de ses entretiens avec le président des États-Unis, lundi prochain. Je termine mes remarques à propos en citant un passage d'un discours du sénateur Rabi McGovern. Voici ce qu'il disait:

Un pays, cela représente plus que les possibilités économiques ou les biens matériels qu'il renferme. Un pays a un caractère qui lui est propre, une valeur spirituelle, psychologique—il représente une culture.

Ceux d'entre nous qui enseignent et côtoient les jeunes gens savent à quel point toutes ces dépenses d'ordre militaire les bouleversent. Lorsqu'ils voient le gouvernement consacrer des montants considérables à des fins militaires et se rendent compte ensuite de ses hésitations à investir des fonds pour résoudre les problèmes nationaux à l'échelle de l'homme, ils en concluent à une nouvelle orientation de notre politique nationale qui, d'après eux, fera du pays un État-garnison. Si j'ai raison de faire confiance aux Américains, je ne puis croire qu'ils supporteront cela bien longtemps.

J'exhorte le gouvernement à réexaminer l'ensemble de notre politique de défense et de notre politique étrangère.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le premier ministre et le ministre de la Défense nationale ont répondu à la plupart des questions posées ce soir par l'opposition. J'ai l'intention, en prenant part brièvement au débat, de développer quelques points qui me semblent pertinents. Je vais traiter de trois aspects, qui me semblent se rapporter à la question soulevée par le chef du Nouveau parti démocratique et feront, bien entendu, l'objet des entretiens entre le premier ministre du Canada et le président des États-Unis lundi et mardi prochains.

[M. Nystrom.]

Je voudrais faire quelques brefs commentaires sur les considérations d'ordre stratégique international, découlant de la nouvelle venue des États-Unis et de ses répercussions sur les relations entre l'Est et l'Ouest; je parlerai également de problèmes d'intérêt particulier pour le Canada, résultant de cette annonce. On s'est demandé, au cours du débat et en dehors de la Chambre, si la menace de l'Union soviétique et de la Chine justifiait cette nouvelle mesure de défense. Des députés en sont apparemment déjà venus à la conclusion que la mesure n'était pas justifiable. Le premier ministre a fait preuve de sagesse en disant qu'il préférerait remettre sa décision à plus tard, tant qu'il n'aurait pas eu l'occasion d'examiner la question avec le président des États-Unis.

Bien des gens se demandent avec inquiétude, on le comprend, si la décision de déployer tout un dispositif d'engins antiengins n'aura pas, en soi, un effet d'escalade et ne bouleversera pas l'équilibre de stabilité entre les grandes puissances, sans accroître pour autant la sécurité dans le monde. Et c'est là le problème qui nous préoccupe tous. Le premier ministre a dit au cours du débat que c'était le genre de sujet dont il s'entreprendrait avec le président. Laissez-moi rappeler aux députés ce que le président avait dit à ce sujet. Il importe à mes yeux de connaître l'explication du président, même s'il faut nous persuader que son explication est convaincante.

● (10.20 p.m.)

Le président a déclaré:

... le système modifié est tel que son caractère est évident... L'URSS s'emploie à un élargissement de ses forces stratégiques plus vaste que celui qu'elle envisageait en 1967, quand a été prise la décision de déployer le dispositif *Sentinel*.

Il a donné les exemples suivants:

1. Les Soviétiques ont déjà installé un système ABM.
2. L'URSS continue de mettre en place de très grands engins munis d'ogives capables de détruire aux États-Unis des dispositifs «minute man» renforcés.
3. L'URSS a aussi accru sensiblement l'importance de ses réserves d'engins balistiques lancés à partir de sous-marins.
4. Apparemment, les Soviétiques mettraient actuellement au point un système semi-orbital d'armes nucléaires.

En plus de cela, nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer la menace chinoise qui pèse sur notre population ni le danger d'une attaque accidentelle.

Le président a expliqué que les États-Unis auraient pu accroître leur arsenal d'engins et de bombardiers. Les Soviétiques, a-t-il dit, y auraient vu une menace à leur force de dissuasion et, en conséquence, cela aurait stimulé la course aux armements. Il a donc opté pour le système ABM.